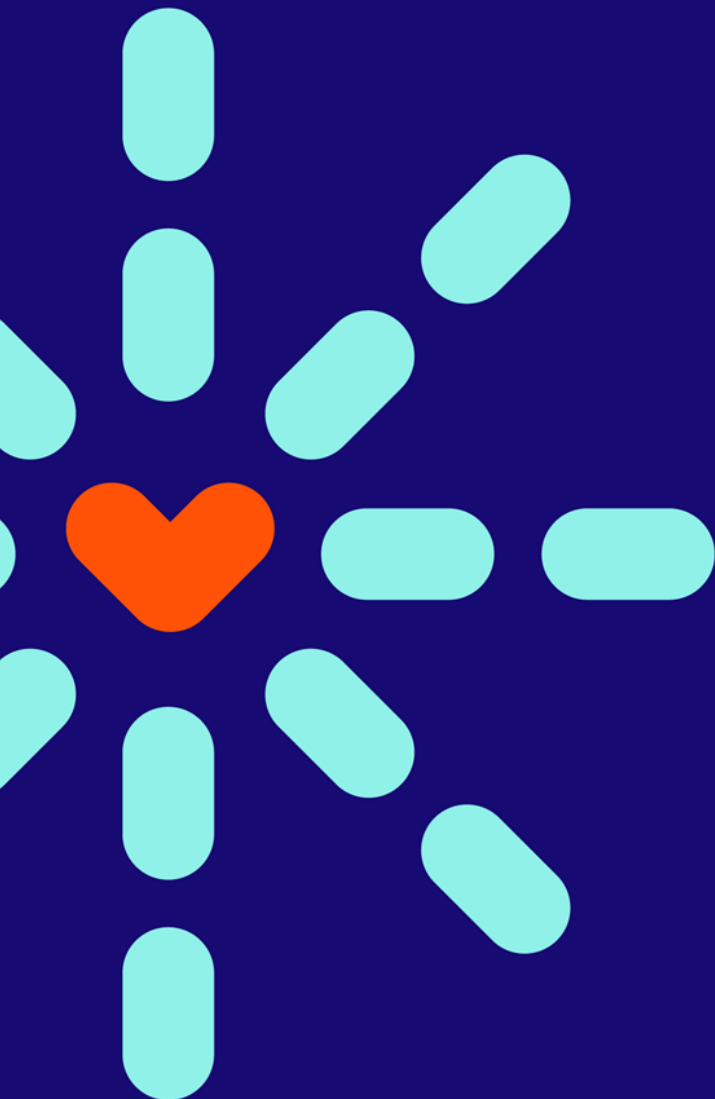




Santé publique et climat

Bilan de l'activité du 22 octobre 2025
Activité organisée par le comité tactique
sur les changements climatiques

Présenté par : Les membres du comité tactique sur les changements climatiques

Date : 7 juillet 2026

Rédaction, relecture et comité organisateur

Joanne Aubé-Maurice (TCNSE et coresponsable), André Dontigny (coresponsable), Anne-Sara Briand, Angèle-Anne Brouillette, Andrée-Anne Rouleau

Révision grammaticale

Sylvette Côté, agente administrative
Direction de la santé publique

Remerciements et participation

Caroline Quach-Tranh, directrice nationale de santé publique
Philippe Robert, animateur de l'activité
David Kaiser, animateur de la table ronde

Les 4 panélistes : Joanne Aubé-Maurice, Yv Bonnier Viger, Isabelle Goupil Sormany et Guillaume Moreau

Les 22 responsables : Joanne Aubé-Maurice, Anne-Sara-Briand, Guillaume Charest-Hallée, Amélie Contreras-Salois, Cong Dung Tran, Isabelle Demers, Julie Desrosiers, André Dontigny, Gabryelle Gagnon, David Gonçalves, Isabelle Goupil-Sormany, Catherine Habel, Valérie Houle, Sophie L, Van Neste, Claudine Leclerc, Guillaume Moreau, Marie-Josée Pineault, Sébastien Provost, Camille Roberge, Philippe Robert, Annabelle Savard et Olivier Tessier

Les membres du comité tactique sur les changements climatiques

Joanne Aubé-Maurice (TCNSE et coresponsable), Guillaume Charest-Hallée (TCNPP), André Dontigny (coresponsable), Elsa Landaverde (INSPQ), Virginie Noël (MSSS), Bill Osiris (MSSS), Marianne Papillon (TCNSAT), Yassen Tcholakov (TCNMI), Catherine Turgeon-Pelchat (TCNS), Anne-Sara Briand (soutien), Angèle-Anne Brouillette (soutien) et Andrée-Ann Rouleau

Table des matières

Contexte et objectifs de l'événement	1
Un accueil porteur d'élan	1
Une rencontre ancrée dans la mobilisation collective	2
Table ronde Agir ensemble face à la complexité	3
Les limites planétaires	3
Construire des espaces de collaboration.....	3
Reconnaître le pouvoir des communautés	3
Normaliser la complexité	4
Tisser les liens et poursuivre l'action	4
Les ateliers	4
La lunette climatique	4
Agir ensemble dans le RSSS face aux crises socioécologiques	6
Positionner le climat comme enjeu de santé publique : entre défis et stratégies	7
Rejoindre les personnes plus touchées par la chaleur : l'expérience des trousseaux fraîcheur à Montréal	9
Comment s'ancrer dans les communautés pour une action climatique qui a du sens	10
Composer avec le quintuple objectif : valoriser les résultats en climat et santé	11
Viser juste : pour une adaptation équitable aux changements climatiques.....	13
Dans les coulisses de la gestion : favoriser l'interconnexion des équipes.....	14
Promotion de la santé mentale en milieu scolaire et changements climatiques	16
Les organisateurs communautaires : des acteurs clés de l'action climatique.....	17
Quand les flammes révèlent la force et la fragilité des communautés éloignées	18
Territoires en transition : aménagement, santé et climat.....	19
Systèmes alimentaires, aménagement et climat	20
Laval ZÉN une trajectoire de transition socioéconomique	22
Retour collectif des ateliers et conclusion	23
Agir avec courage et cohérence.....	23
Évaluation et pistes d'amélioration	24
Méthodologie et participation.....	24
Appréciation générale et pistes d'amélioration	24
Une vision mobilisatrice de la santé et du climat.....	24

Contexte et objectifs de l'événement

Le 22 octobre 2025, plus de 225 acteurs du réseau québécois de la santé publique se sont réunis à l'occasion de l'événement *Santé publique et climat*. Pensé par et pour le réseau, ce rendez-vous visait à créer un espace de réflexion, de partage et de mise en action autour des changements climatiques, dans un contexte marqué à la fois par l'urgence d'agir et par la complexité croissante des enjeux socioécologiques.

La rencontre s'inscrivait dans la continuité des travaux menés depuis 2021 au sein du réseau, notamment à travers les comités tactique et stratégique sur les changements climatiques ainsi que la publication, en septembre 2024, du document technique sur l'action climatique en santé publique, déposé à la Table de concertation nationale en santé publique (TCNSP) et diffusé à l'ensemble du réseau. Elle faisait écho à une volonté clairement exprimée lors de la consultation préparatoire, à laquelle près de 330 personnes ont contribué : aller au-delà des constats et des intentions, et se concentrer sur des expériences concrètes, des leviers d'action et des apprentissages partagés.

Trois objectifs guidaient l'ensemble de la démarche :

- Mettre en lumière les changements climatiques comme une occasion structurante d'action en santé publique, notamment en lien avec les déterminants structurels de la santé;
- Favoriser l'entraide, le dialogue et l'apprentissage entre pairs afin de renforcer l'appropriation collective des leviers d'action;
- Créer un moment mobilisateur, humain et porteur de sens, propice à l'engagement, à la réflexion critique et à la valorisation des pratiques.

Un accueil porteur d'élan

La journée s'est ouverte sur un mot de bienvenue de Philippe Robert, directeur régional de santé publique de la Capitale-Nationale, rapidement rejoint par Caroline Quach-Thanh, directrice nationale de santé publique, et Joanne Aubé-Maurice, médecin spécialiste en santé publique au Bas-Saint-Laurent et coresponsable des comités stratégique et tactique sur les changements climatiques. L'arrivée de Caroline Quach-Thanh, tout juste sortie d'une autre rencontre ministérielle, a donné le ton avec humour et enthousiasme. Elle a souligné l'importance accordée aux enjeux de santé et d'environnement.

Dans son intervention, Caroline Quach-Thanh a réaffirmé la pertinence de l'approche *Une seule santé*, liant étroitement la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes. Protéger la biodiversité, a-t-elle rappelé, revient également à protéger la santé des populations. Elle s'est dite rassurée et encouragée par la mobilisation observée : malgré la tentation de détourner le regard face à l'ampleur des défis climatiques, les acteurs de santé publique sont présents, engagés et porteurs d'espoir.

Elle a également rappelé la *Déclaration des autorités de santé publique sur les changements climatiques*, signée à la fin 2023, dans la foulée de la COP-28, et réaffirmé son attachement aux valeurs de rigueur scientifique, de transparence, de collaboration et d'intégrité, qui guideront la mise en œuvre du *Programme national de santé publique 2025-2035 (PNSP)*. Son message s'est conclu sur une invitation claire :

« Reconnaître le rôle transversal du climat et son lien indissociable avec les inégalités sociales de santé, puis poursuivre l'action collective avec détermination. »

Une rencontre ancrée dans la mobilisation collective

Reprenant la parole, Philippe Robert a souligné l'ampleur de la mobilisation : plus de 330 réponses au sondage préparatoire à l'activité et des inscriptions complètes en un temps record. Cet engouement témoigne d'un besoin partagé de se retrouver, de réfléchir ensemble et de donner du sens à l'action climatique en santé publique.

Il a rappelé que la complexité des changements climatiques ne doit pas être un frein, mais plutôt une invitation à l'ouverture, à l'expérimentation et à l'apprentissage collectif. Personne ne détient toutes les réponses; c'est dans le dialogue et l'action concertée que les solutions émergent.

Joanne Aubé-Maurice a ensuite retracé le chemin parcouru depuis 2021, soulignant comment la question climatique s'est progressivement structurée au sein du réseau : priorisation de cet enjeu dans l'actualisation du *Programme national de santé publique en 2022*, mise en place de comités nationaux, élaboration du [document technique](#) et positionnement transversal des changements climatiques dans le [PNSP 2025-2035](#) et la [Stratégie nationale de prévention en santé](#). L'événement du jour s'inscrivait pleinement dans cette trajectoire, comme un moment pour faire le point, partager les apprentissages et poursuivre l'élan collectif.

Les travaux nationaux en CC : ligne du temps

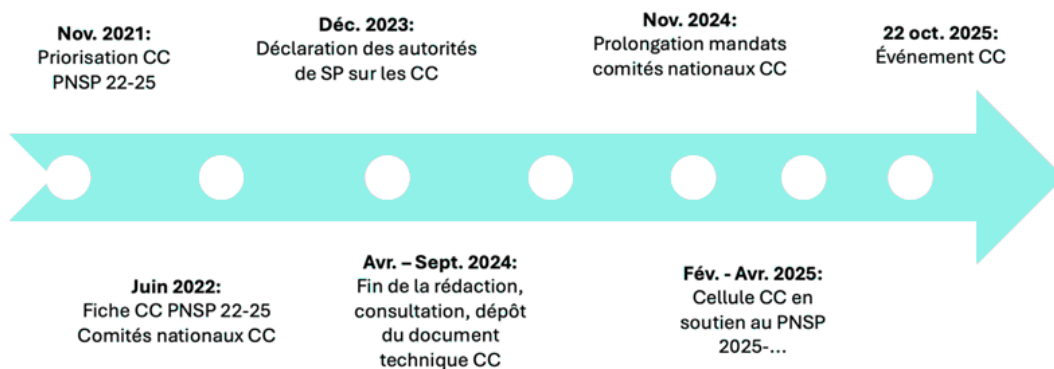
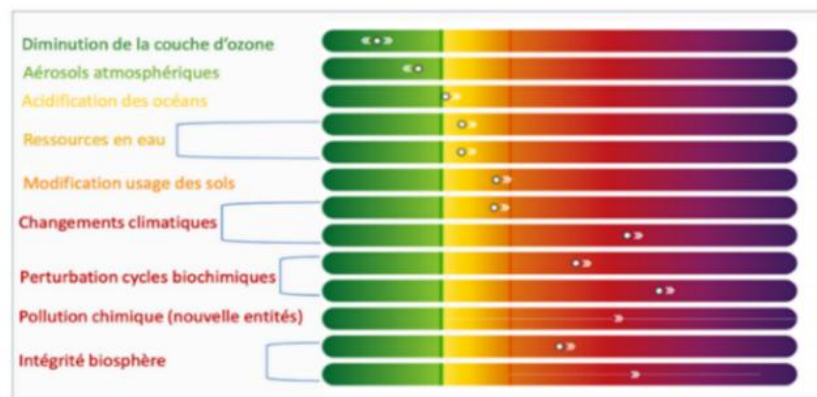


Table ronde – *Agir ensemble face à la complexité*

Animée par David Kaiser, directeur médical adjoint à la Direction régionale de santé publique de Montréal, la table ronde a ouvert un espace de réflexion sur la complexité inhérente à l'action climatique en santé publique. D'entrée de jeu, David a invité à reconnaître les blessures du passé et du présent, et à interroger nos définitions de la prospérité, du bien-être et du pouvoir.

Les limites planétaires

Guillaume Moreau, agent de planification, de programmation et de recherche au CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île de Montréal et responsable du [Parcours des écosoignants](#) (disponible sur l'ENA), a posé le cadre en rappelant que sept des neuf limites planétaires sont désormais dépassées. À l'aide d'images parlantes, il a décrit la planète comme un organisme vivant dont plusieurs systèmes vitaux sont en dérèglement. Les crises climatiques, sanitaires et sociales forment désormais une polycrise permanente, à laquelle les réponses sectorielles traditionnelles sont mal adaptées.



Planetary Boundaries Science (PBI Science). 2025. Planetary Health Check 2025. Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK), Potsdam, Germany.

Construire des espaces de collaboration

Joanne Aubé-Maurice a ensuite illustré comment, au Bas-Saint-Laurent, la collaboration a été pensée non seulement comme un processus incontournable, mais également comme un résultat d'adaptation en soi. En misant sur des espaces horizontaux, la confiance et le droit à l'essai face à l'incertitude, les partenaires ont pu s'approprier collectivement les enjeux et développer un sentiment d'appartenance, de confiance et de courage dans un espace apprenant.

Reconnaître le pouvoir des communautés

Isabelle Goupil-Sormany a invité à renverser la perspective : les communautés sont déjà en mouvement, et l'enjeu n'est pas seulement de partager le pouvoir de la santé publique, mais surtout de reconnaître et soutenir celui des communautés. Cette posture appelle à l'humilité, à l'écoute et à la coconstruction.

Normaliser la complexité

Yv Bonnier Viger conclut la table ronde en proposant une métaphore marquante :

« Agir dans la complexité, c'est tirer dans la bonne direction sans savoir exactement quelle action portera ses fruits. L'essentiel demeure d'agir ensemble, avec constance et cohérence. »



Tisser les liens et poursuivre l'action

La discussion qui a suivi est revenue sur la confiance, la résilience et la capacité de générer des retombées qui se diffusent à partir de petits gestes porteurs de sens, à l'image des ondes circulaires qui se propagent à la tombée d'une goutte dans l'eau. Chacun, par ses actions, peut générer des effets qui se croisent et s'amplifient, transformant progressivement le paysage collectif.



Les ateliers

Les ateliers constituaient le cœur de l'activité. Pensés comme des espaces d'apprentissage entre pairs, ils visaient à faire dialoguer des savoirs issus de la recherche, de l'action publique et de l'expérience de terrain. Bien que les thématiques abordées aient été variées, un fil conducteur fort s'est dégagé :

« Agir en contexte climatique suppose d'accepter la complexité, de travailler en transversalité et de s'ancrer dans les réalités des communautés et des organisations. »

Chaque atelier s'est articulé autour de deux temps complémentaires : une **présentation**, permettant de poser le cadre, de partager une expérience ou un outil, puis une **discussion**, centrée sur les enjeux rencontrés, les apprentissages et les leviers d'action identifiés par les participants.

La lunette climatique

Présentation

Animé par Amélie Contreras-Salois, conseillère scientifique, équipe Formation et mobilisation à l'INSPQ, l'atelier présentait la [lunette climatique](#), un outil visant à soutenir l'intégration des changements climatiques dans les pratiques de santé publique. Conçu dans le cadre du [Plan pour une économie verte](#), cet outil convivial s'inspire notamment des actions proposées dans le [document technique](#) ainsi que de la [recension des mesures d'adaptation climatique associées](#). Il s'adresse à l'ensemble des professionnels du réseau, en particulier à ceux dont les mandats ne portent pas directement sur les enjeux climatiques.

La lunette climatique vise à **faciliter l'identification des occasions d'intégrer les changements climatiques dans les pratiques existantes**, tout en encourageant une réflexion transversale et attentive aux enjeux d'équité en santé. L'outil comprend deux composantes principales :

- Une **section informative**, qui présente les liens entre différents thèmes de santé publique et les changements climatiques, accompagnée de pistes d'action inspirantes;
- Une **grille d'analyse**, composée de questions visant à guider la réflexion lors de la planification d'un projet, de la révision d'un dossier ou du développement de nouvelles collaborations.

La lunette climatique peut ainsi être utilisée dans plusieurs contextes : pour lancer un projet, orienter une planification d'équipe, réviser des orientations ou encore soutenir des discussions avec des partenaires. L'outil était toujours en développement au moment de l'atelier, et sa diffusion **a eu lieu au printemps 2026 sur le site de l'INSPQ**.

Discussion

Les échanges ont permis de mettre en lumière différentes façons dont les équipes de santé publique intègrent déjà, parfois de manière implicite, une perspective climatique dans leurs interventions. Plusieurs exemples ont été mentionnés, notamment les activités de prévention liées à la chaleur, aux tiques ou au monoxyde de carbone, l'adaptation des messages de prévention selon les conditions météorologiques, ou encore, les collaborations entre les équipes de santé environnementale et de santé au travail.

Certains participants ont également évoqué des initiatives visant à intégrer la perspective climatique dans les pratiques quotidiennes, notamment par l'envoi de messages de prévention adaptés aux conditions météorologiques ou par l'intégration de considérations climatiques dans les analyses de risques existantes.

Plusieurs défis ont toutefois été soulevés. Les participants ont mentionné la **difficulté de rendre plus explicites les liens entre les changements climatiques et certains dossiers de santé publique**, particulièrement lorsque ces liens ne sont pas immédiatement visibles. Des contradictions perçues dans certains messages de prévention ont également été évoquées, par exemple entre les recommandations liées à la gestion des espaces verts et les risques associés aux tiques.

La surcharge des équipes et la concurrence entre plusieurs priorités ont aussi été identifiées comme des obstacles importants à l'intégration systématique de la perspective climatique dans les pratiques professionnelles.

Malgré ces défis, les participants ont souligné plusieurs leviers prometteurs, notamment l'utilisation d'exemples concrets pour amorcer la discussion, l'adaptation du langage aux différents publics et la mise en valeur des **cobénéfices pour la santé, l'environnement et l'économie**. Un consensus s'est dégagé autour de l'importance de **développer un langage commun et d'assurer une cohérence des messages**, afin de favoriser l'appropriation progressive de la lunette climatique par les équipes.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- La lunette climatique constitue un outil pour intégrer les changements climatiques dans les pratiques de santé publique, même lorsque les mandats ne portent pas explicitement sur ces enjeux;
- Plusieurs équipes appliquent déjà implicitement une perspective climatique dans leurs interventions, notamment en matière de prévention des risques liés à la chaleur ou aux vecteurs;
- L'un des défis majeurs consiste à rendre visibles et explicites les liens entre santé publique et changements climatiques;
- L'utilisation d'exemples concrets, l'adaptation du langage et la mise en valeur des cobénéfices peuvent faciliter l'appropriation de cette perspective;
- La constance, la cohérence et le développement d'un langage commun sont essentiels à l'intégration durable de la lunette climatique dans les pratiques professionnelles.

Agir ensemble dans le RSSS face aux crises socioécologiques

Présentation

Animé par Guillaume Moreau, l'atelier proposait un exercice prospectif invitant les participants à se projeter en 2030, dans un contexte marqué par une accumulation de crises socioécologiques : feux de forêt, canicules extrêmes, pénuries alimentaires et hydriques, pannes électriques, tensions géopolitiques et arrivée de réfugiés climatiques. Ce scénario visait à stimuler une réflexion collective sur la capacité du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) à répondre à des crises prolongées, simultanées et interconnectées.

À partir d'un **diagramme systémique** représentant les interactions entre les différents acteurs et niveaux d'intervention, les participants ont été invités à analyser le rôle potentiel de la santé publique dans un tel contexte. L'exercice portait notamment sur l'identification des fonctions clés de la santé publique, des liens interorganisationnels nécessaires à la gestion de crise ainsi que des mécanismes de coordination à renforcer.

L'atelier a également amené les participants à réfléchir aux relations entre la santé publique, les directions cliniques, la sécurité civile, les municipalités et les organisations communautaires, dans une perspective de **gestion intégrée des crises socioécologiques**.

Discussion

Les échanges ont mis en évidence le rôle pivot de la santé publique dans la gestion de crises complexes, notamment comme interface entre la production et l'analyse des données, les équipes de terrain, les autorités de sécurité civile et les partenaires communautaires. Dans ce contexte, la santé publique peut contribuer à orienter les décisions, à soutenir la coordination entre les acteurs et à assurer une compréhension globale des impacts sanitaires et sociaux des crises.

Plusieurs participants ont toutefois souligné certaines **fragilités organisationnelles**. Dans plusieurs cas, l'intégration de certains acteurs clés dans les mécanismes de gestion de crise demeure tardive ou incomplète. Les plans de mesures d'urgence existants ont également été perçus comme étant parfois insuffisamment adaptés à la nature et à l'ampleur des crises climatiques actuelles, lesquelles se caractérisent par leur durée, leur simultanéité et leur interdépendance.

Les discussions ont également révélé une **variabilité importante entre les territoires** quant aux mécanismes de coordination et aux liens entre les différentes directions. Les participants provenant de milieux où les relations interdirectionnelles et intersectorielles sont déjà bien établies ont rapporté une capacité de réponse plus rapide et plus cohérente face aux situations d'urgence.

Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de **renforcer les mécanismes transversaux de coordination**, de clarifier les rôles entre les différents niveaux du réseau et de développer des structures de collaboration capables de fonctionner non seulement en situation d'urgence, mais également en amont, dans une perspective de préparation et de résilience.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- Les crises climatiques futures seront multiples, simultanées et interconnectées, nécessitant des approches de gestion systémiques;
- La santé publique joue un rôle clé comme interface entre les données, les acteurs de terrain, les autorités décisionnelles et les partenaires communautaires;
- Les plans de mesures d'urgence doivent évoluer pour mieux intégrer les réalités des crises socioécologiques;
- Les territoires disposant de liens interdirectionnels et intersectoriels solides démontrent une plus grande capacité de réponse;
- Le renforcement de mécanismes transversaux durables et la clarification des rôles sont essentiels pour améliorer la préparation du réseau aux crises à venir.

Positionner le climat comme enjeu de santé publique : entre défis et stratégies

Présentation

Animé par André Dontigny, médecin spécialiste en santé publique à la Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, Isabelle Demers, directrice de la santé environnementale, du travail et des changements climatiques au ministère de la Santé et des Services sociaux, ainsi que Joanne Aubé-Maurice, adjointe médicale à la Direction régionale de santé publique du Bas-Saint-Laurent, l'atelier s'appuyait sur le modèle des politiques publiques de [Howlett et Ramesh](#) pour réfléchir aux leviers d'influence dont dispose la santé publique afin de faire progresser l'action climatique. L'objectif était d'explorer comment les défis rencontrés sur le terrain peuvent devenir des occasions d'ancrer durablement les changements climatiques comme priorité de santé publique, aux échelles locale, régionale et nationale.

Les animateurs ont proposé une discussion interactive autour d'une question centrale : quels défis et quelles opportunités rencontrent les équipes de santé publique lorsqu'elles cherchent à exercer une influence politique en matière de changements climatiques? Les échanges ont également mobilisé l'image du « **chemin tortueux** » pour illustrer la complexité des processus d'influence et la nécessité de composer avec l'incertitude.

ÉMERGENCE DE LA PRIORITÉ CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN SP

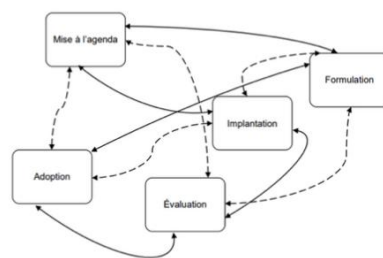


Figure 1 Les étapes de développement des politiques publiques : un flux tourbillonnaire

22 octobre 2025 Modèle de Howlett et Ramesh cité dans CCNPPS https://www.ccnpps.ca/docs/ModeleEtapesPolPubliques_FR.pdf

Les participants ont été invités à identifier les **leviers d'action propres à la santé publique**, notamment la production et l'utilisation de connaissances, l'arrimage avec les planifications régionales (comme les travaux VRAC-PARC), la mobilisation des réseaux intersectoriels et l'intégration de la perspective climatique dans les dossiers plus traditionnels de santé publique.

Discussion

Les échanges ont révélé une **grande diversité de contextes régionaux**, influençant la manière dont les équipes de santé publique peuvent intervenir sur les enjeux climatiques. Dans plusieurs régions, les réseaux de partenaires existants, qu'il s'agisse des milieux scolaires, des secteurs économiques, des municipalités ou des organismes communautaires, constituent des atouts importants pour mobiliser les milieux autour des changements climatiques.

Toutefois, plusieurs participants ont également souligné des **freins importants**, notamment la rareté des ressources humaines, la concurrence entre les priorités organisationnelles et la difficulté d'intégrer les enjeux climatiques dans certains contextes économiques locaux. Dans certaines régions agricoles, forestières ou industrielles, les préoccupations liées à l'emploi ou à la survie économique des entreprises peuvent rendre plus difficile l'adhésion aux discours climatiques.

Les participants ont aussi évoqué la complexité organisationnelle du réseau, qui peut parfois limiter la circulation des idées ou la capacité d'influence. Dans ce contexte, plusieurs intervenants ont souligné l'importance **d'intégrer progressivement la perspective climatique dans différents dossiers de santé publique**, comme la surveillance, la santé au travail ou les initiatives de promotion de la santé.

Plusieurs exemples concrets ont illustré des approches prometteuses, comme l'organisation de **cafés-discussion avec les communautés**, l'intégration de la « lentille climat » dans les portraits de santé ou encore la mobilisation des réseaux existants, tels que les Éclaireurs, pour soutenir la résilience communautaire.

Un consensus s'est dégagé autour de l'importance d'une **approche fondée sur l'écoute, la coconstruction et la connaissance fine des milieux**. Les participants ont également souligné que l'influence politique en santé publique repose souvent sur un travail patient et progressif : chaque initiative, chaque collaboration et chaque petit pas contribuent à renforcer la légitimité de l'action climatique.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- L'influence politique en matière de changements climatiques se construit dans la durée et dans la complexité, souvent par un chemin non linéaire;
- Les réseaux formels et informels, dans l'intersectoriel et les collaborations locales, constituent des leviers majeurs pour faire avancer l'action climatique;
- L'intégration de la lentille climat dans des dossiers plus traditionnels de santé publique permet de rendre ces enjeux plus concrets et légitimes;
- La mise en valeur des cobénéfices de l'action climatique peut représenter un levier important d'influence auprès des décideurs;
- *La connaissance du contexte local, des cultures territoriales et des réalités économiques est essentielle pour adapter les messages et les stratégies d'influence;*
- *L'écoute, la coconstruction ainsi que la valorisation des savoirs scientifiques et expérientiels permettent de renforcer le pouvoir d'agir des communautés et de réduire les inégalités sociales de santé.*

Rejoindre les personnes plus touchées par la chaleur : l'expérience des trousse fraîcheur à Montréal

Présentation

Présenté par Anne-Sara Briand, médecin spécialiste en santé publique, et Camille Roberge, agente de planification, de programmation et de recherche à la Direction régionale de santé publique de Montréal, l'atelier portait sur un projet pilote de distribution de trousse fraîcheur développé à Montréal afin de soutenir l'adoption de comportements préventifs lors des épisodes de chaleur extrême. Ce projet s'inscrit dans les travaux de planification régionale en adaptation aux changements climatiques, la chaleur ayant été identifiée comme un aléa climatique prioritaire pour la région.

Inspiré notamment du projet **Thermomètre** développé en Estrie, le projet montréalais visait à rejoindre des populations présentant plusieurs facteurs de vulnérabilité, notamment les personnes âgées vivant seules, résidant dans des îlots de chaleur urbains et ne disposant pas d'un système de climatisation fonctionnel. L'initiative reposait sur un partenariat entre la Direction régionale de santé publique de Montréal, la Ville de Montréal, la Croix-Rouge canadienne et divers organismes communautaires.

Les [trousse fraîcheur](#) comprenaient notamment des **outils pratiques et du matériel d'information** visant à améliorer la compréhension des risques liés à la chaleur et à encourager l'adoption de comportements protecteurs. L'expérience menée en 2024 a permis de rejoindre plus de 800 personnes, et l'évaluation du projet a mis en évidence l'utilité de certains objets, comme le thermomètre intérieur, l'éventail ou le vaporisateur. Les distributions réalisées en personne, notamment par porte-à-porte ou lors de kiosques communautaires, ont été particulièrement appréciées par les participants.

Discussion

Les échanges ont permis de réfléchir aux conditions de succès d'un tel projet. Plusieurs participants ont souligné l'importance d'une **distribution personnalisée et en contact direct avec les populations**, qui favorise l'échange, la compréhension des messages et l'identification des besoins spécifiques des personnes rencontrées. L'expérience estrienne a notamment montré que les bénévoles pouvaient accompagner les personnes dans l'identification de la pièce la plus fraîche de leur logement lors de la distribution.

La question du **langage clair et de l'accessibilité des outils de communication** a également été largement discutée. L'évaluation du projet a révélé que certains supports d'information étaient trop complexes ou trop chargés, ce qui a conduit à simplifier les messages, à agrandir les caractères et à privilégier un vocabulaire plus accessible.

Les participants ont également évoqué plusieurs défis organisationnels. La mobilisation des organismes communautaires peut être difficile lorsque les projets sont lancés tardivement dans l'année, alors que la planification des activités est déjà établie. La période estivale, marquée par les vacances et une forte charge de travail, peut aussi limiter la disponibilité des partenaires.

Enfin, les échanges ont permis de mettre en perspective l'expérience montréalaise avec d'autres initiatives régionales. En Estrie, par exemple, la mobilisation s'appuie notamment sur le **réseau des Éclaireurs**, qui permet de maintenir un lien continu entre les acteurs et de soutenir l'émergence d'initiatives locales complémentaires, telles que des actions de solidarité auprès des personnes âgées isolées ou des collaborations avec les bibliothèques et la sécurité civile.

Un constat partagé est que les initiatives de prévention liées à la chaleur reposent fortement sur **la solidité des réseaux locaux et la présence de « champions » capables de mobiliser les partenaires et d'assurer la circulation de l'information**. Lorsqu'ils sont bien ancrés dans les communautés, même des projets relativement simples peuvent contribuer à renforcer la solidarité et la résilience face aux vagues de chaleur.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- Les initiatives de prévention face à la chaleur gagnent à privilégier une approche ciblée et personnalisée auprès des populations les plus vulnérables;
- La distribution en personne et l'échange direct avec les citoyens favorisent l'appropriation des messages de prévention;
- L'utilisation d'un langage clair et d'outils de communication accessibles est essentielle pour rejoindre efficacement les populations visées;
- La réussite de ces initiatives dépend largement de la mobilisation précoce des partenaires communautaires et institutionnels;
- Des réseaux locaux solides et la présence de leaders ou « champions » communautaires constituent des facteurs clés pour renforcer la résilience face aux épisodes de chaleur extrême.

Comment s'ancrer dans les communautés pour une action climatique qui a du sens

Présentation

Animé par Isabelle Goupil-Sormany, médecin spécialiste en santé publique et clinicienne enseignante agrégée à l'Université Laval, l'atelier invitait les participants à réfléchir à la manière de **s'ancrer dans les communautés pour agir en matière de changements climatiques**. L'intervention proposait un déplacement du regard : plutôt que de chercher immédiatement à intervenir, il est nécessaire de prendre le temps de comprendre les dynamiques locales, d'écouter les acteurs du milieu et de reconnaître les initiatives déjà présentes.

L'atelier soulignait que l'ancrage communautaire repose sur la **coproduction des savoirs avec les populations concernées**, en tenant compte des réalités et des priorités propres à chaque milieu. Cette démarche implique de se rapprocher des acteurs locaux, municipalités, organismes communautaires, citoyens ou leaders informels, et de valoriser les connaissances ainsi que les actions déjà existantes dans les communautés.

La question du **partage du pouvoir** a également été abordée en rappelant que les décisions et les leviers d'action sont répartis entre plusieurs acteurs. Dans ce contexte, la santé publique peut contribuer en mobilisant ses forces, notamment la production de connaissances, la mise en relation des acteurs et le soutien aux démarches collectives.

Discussion

Les échanges ont mis en évidence trois notions clés pour soutenir l'ancrage communautaire : **l'écoute, le temps et l'audace**. Les participants ont insisté sur l'importance d'une écoute réelle des besoins et des préoccupations des communautés, ainsi que sur la nécessité de prendre le temps de construire des relations de confiance.

Les discussions ont également souligné que l'ancrage communautaire nécessite souvent d'**aller vers les populations**, plutôt que d'attendre qu'elles participent aux démarches institutionnelles. Cette approche implique de reconnaître les savoirs et les pratiques existantes, de valoriser ce qui se fait déjà dans les milieux et d'adapter le langage et les interventions aux réalités locales.

Plusieurs participants ont évoqué le rôle particulier de la santé publique dans ces démarches. Plutôt que d'être toujours en première ligne de l'action, elle peut agir comme **acteur de soutien**, en reliant les partenaires, en outillant les communautés et en accompagnant les initiatives locales.

Un constat partagé est que l'action climatique dans les communautés est rarement linéaire : elle peut être **imparfaite, progressive et parfois chaotique**. Toutefois, lorsqu'elle s'appuie sur les dynamiques locales et sur une véritable collaboration entre acteurs, elle peut contribuer à renforcer la résilience et le pouvoir d'agir des communautés.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- L'action climatique pertinente commence par un ancrage dans les réalités et les dynamiques locales;
- L'écoute active, le temps et l'audace constituent des conditions essentielles pour construire des relations de confiance avec les communautés;
- Le partage du pouvoir entre les acteurs est au cœur des démarches d'ancrage communautaire;
- La santé publique peut jouer un rôle de facilitateur et de soutien, en mobilisant les connaissances, les réseaux et les ressources;
- Les démarches communautaires sont souvent non linéaires et évolutives, mais elles permettent de développer des actions climatiques porteuses de sens et adaptées aux milieux.

Composer avec le quintuple objectif : valoriser les résultats en climat et santé

Présentation

Animé par Philippe Robert, l'atelier invitait les participants à réfléchir à l'intégration des enjeux climatiques dans la performance du système de santé à partir du **quintuple objectif**. Cette approche vise à améliorer simultanément la santé de la population, l'expérience des usagers, l'expérience des équipes, l'efficacité du système et l'équité. L'atelier mettait en évidence comment certaines actions d'adaptation ou de décarbonation peuvent contribuer à plusieurs de ces objectifs à la fois, en générant des **cobénéfices pour la santé, l'organisation des services et le climat**.



Plusieurs exemples concrets ont été présentés pour illustrer ces synergies. Parmi ceux-ci figuraient notamment des actions visant la **pertinence clinique**, telles que la déprescription ou l'initiative « [Choisir avec soin](#) », qui peuvent réduire l'empreinte environnementale tout en améliorant la qualité des soins, avec des économies parfois substantielles pour le réseau. D'autres exemples concernaient l'organisation des services et des infrastructures, comme la télésanté, le télétravail, les projets d'efficacité énergétique ou encore les plans de gestion des déplacements favorisant la mobilité durable (covoiturage, stationnements dédiés, infrastructures pour le vélo).

L'atelier a également abordé des initiatives touchant les milieux de vie et l'alimentation dans le réseau de la santé, comme l'introduction de **menus à base de** protéines végétales, les projets de verdissement des installations ou la création de jardins collectifs dans certains milieux de soins. Ces actions peuvent simultanément contribuer à améliorer la santé, l'expérience des usagers et les conditions de travail des équipes.

Discussion

Les échanges ont mis en lumière le potentiel transformateur du réseau de la santé, qui agit à la fois comme fournisseur de services, employeur majeur et acteur économique structurant au sein des communautés. Par l'ampleur de ses activités, déplacements quotidiens des employés, volumes d'approvisionnement alimentaire et médical, gestion de nombreuses installations, le réseau dispose d'un levier important pour contribuer à la transition climatique.

Les participants ont souligné que plusieurs initiatives de développement durable déjà présentes dans le réseau contribuent simultanément à plusieurs dimensions du quintuple objectif, notamment l'amélioration de la santé de la population, l'efficacité du système et l'expérience des travailleurs et des usagers. L'enjeu n'est donc pas seulement d'implanter de nouvelles actions, mais aussi de **mieux reconnaître, documenter et valoriser les initiatives existantes**.

Dans ce contexte, la santé publique peut jouer un rôle stratégique pour **appuyer les autres directions, soutenir certaines initiatives liées à son champ d'expertise et mettre en lumière les cobénéfices des actions climatiques**. Cette valorisation peut contribuer à accélérer la diffusion des pratiques prometteuses et à démontrer leur pertinence pour la performance globale du système de santé.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- *Le quintuple objectif offre un cadre pertinent pour intégrer l'action climatique à la performance globale du système de santé;*
- *De nombreuses initiatives de décarbonation ou d'adaptation génèrent des cobénéfices simultanés pour la santé, l'efficacité ainsi que l'expérience des usagers et des équipes;*
- *Le réseau de la santé possède un pouvoir d'action structurant comme employeur majeur, gestionnaire d'infrastructures et acteur économique;*
- *L'enjeu consiste souvent moins à créer de nouvelles actions qu'à documenter et valoriser celles qui existent déjà;*
- *La santé publique peut jouer un rôle clé pour mettre en évidence les bénéfices populationnels des initiatives climatiques et soutenir leur diffusion, par exemple au sein des comités de développement durable des établissements.*

Viser juste : pour une adaptation équitable aux changements climatiques

Présentation

Animé par Annabelle Savard, agente de planification, de programmation et de recherche à la Direction régionale de santé publique du Bas-Saint-Laurent, et Sophie L. Van Neste, professeure à l'INRS et chercheuse principale du Labo Équité Climat, l'atelier proposait une réflexion interactive sur la notion d'adaptation équitable aux changements climatiques. Les animatrices ont d'abord rappelé l'importance des inégalités sociales de santé (ISS) dans le contexte climatique, illustrée par l'exemple de la vague de chaleur de Chicago de 1995, causant 739 décès et révélé de fortes disparités de mortalité entre les quartiers selon les conditions sociales, l'accès aux services et les réseaux de solidarité.

Elles ont ensuite présenté les notions de maladaptation et d'adaptation équitable. La maladaptation désigne des mesures d'adaptation susceptibles d'aggraver les vulnérabilités ou d'accentuer les inégalités sociales et de santé, parfois de manière involontaire. À l'inverse, l'adaptation équitable vise une répartition juste des bénéfices et des risques entre les groupes et les territoires, en reconnaissant les inégalités existantes ainsi que les savoirs des populations les plus affectées.

Pour soutenir la réflexion, les animatrices ont utilisé un **outil interactif sous forme de tableau de jeu**, inspiré du guide « [S'outiller pour l'adaptation équitable aux changements climatiques](#) ». À partir d'un scénario fictif d'aménagement d'un parc urbain, les participants ont été invités à analyser les risques de maladaptation et les leviers à saisir pour favoriser une adaptation équitable selon un continuum comprenant six dimensions : **les processus décisionnels, l'exposition aux risques climatiques, les vulnérabilités des populations, les inégalités sociales de santé, les écosystèmes et les gaz à effet de serre.**

Discussion

Les échanges ont permis d'identifier plusieurs **risques de maladaptation** dans le scénario proposé. Parmi ceux-ci figuraient notamment les enjeux d'accessibilité liés au parc (mobilité, accessibilité universelle), le risque de ne pas inclure les organismes communautaires oeuvrant auprès des populations vulnérables dans la coconstruction du projet, ou encore la possibilité que certaines mesures profitent davantage à certains groupes qu'à d'autres, notamment dans un contexte de gentrification.

Les participants ont également souligné l'importance d'aller **directement à la rencontre des populations concernées**, plutôt que de s'appuyer uniquement sur les organisations intermédiaires, afin de mieux comprendre les besoins et les usages des espaces publics. L'implication des leaders communautaires et la consultation des personnes en situation de vulnérabilité ont été identifiées comme des conditions essentielles pour orienter les décisions.

Les discussions ont également mis en évidence la nécessité d'effectuer une **analyse préalable des inégalités existantes** afin de mieux cibler les interventions et d'éviter que les mesures d'adaptation ne renforcent involontairement les écarts sociaux.

Enfin, un constat central a émergé : pour viser une adaptation équitable, il est essentiel de **fixer explicitement des objectifs de réduction des inégalités sociales de santé** et de développer des indicateurs permettant d'évaluer si les actions rejoignent réellement les populations visées.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- *Les changements climatiques ont des racines communes avec les inégalités sociales de santé et les amplifient, ce qui rend indispensable une approche d'adaptation centrée sur l'équité;*
- *Les mesures d'adaptation peuvent parfois entraîner des risques de maladaptation si les effets sur les populations vulnérables ne sont pas anticipés;*
- *L'analyse des actions selon un continuum maladaptation, adaptation équitable, en portant un regard sur des variables d'exposition, de vulnérabilités et d'ISS, constitue une approche utile pour repérer les angles morts des interventions;*
- *La concertation et la participation des populations concernées sont essentielles pour orienter des mesures d'adaptation pertinentes et inclusives;*
- *La fixation explicite d'objectifs de réduction des inégalités et le développement d'indicateurs adaptés permettent de mieux suivre les effets des actions d'adaptation.*

Dans les coulisses de la gestion : favoriser l'interconnexion des équipes

Présentation

Animé par Julie Desrosiers, cheffe de service, et Marie-Josée Pineault, adjointe à la direction à la Direction de la santé publique du Bas-Saint-Laurent, cet atelier proposait un espace d'échange entre gestionnaires afin de partager des expériences concrètes sur les conditions organisationnelles permettant de soutenir l'action climatique en santé publique. L'objectif n'était pas de proposer des solutions toutes faites, mais plutôt de favoriser l'apprentissage collectif à partir d'exemples inspirants et de pistes d'action à tester dans différents contextes organisationnels.

Les participants ont d'abord été invités à se présenter et à partager brièvement leur rôle, leur région et leurs motivations à participer à l'atelier. Cette mise en commun a permis de situer les discussions dans la diversité des réalités organisationnelles du réseau de santé publique.

L'atelier a ensuite permis de rappeler les contraintes et les cadres structurants dans lesquels s'inscrit la gestion en santé publique, notamment les cadres budgétaires des directions, la répartition des postes entre les équipes, les centres d'activités financiers, les conventions collectives ainsi que les principales orientations structurantes du réseau, dont la *Loi sur la santé publique*, la *Loi sur la gouvernance du réseau*, le *Programme national de santé publique (PNSP)*, la *Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)*, la *Stratégie nationale de prévention en santé*, les *planifications stratégiques du MSSS et de Santé Québec*, le *plan d'établissement* ainsi que les *obligations de reddition de compte*.

Pour nourrir les échanges, les animatrices ont proposé une étude de cas fictive : l'annonce d'un rehaussement budgétaire récurrent permettant l'embauche de deux équivalents temps complet (ETC) de professionnels de catégorie 4 pour soutenir l'action climatique. Les participants étaient invités à réfléchir collectivement aux différents choix organisationnels possibles : création de postes, positionnement dans les équipes, compétences recherchées, modalités de recrutement et stratégies d'intégration dans l'organisation.

Discussion

Les échanges ont rapidement mis en évidence que la création de deux postes dédiés aux changements climatiques pouvait sembler « *trop belle pour être vraie* », notamment en raison du risque de **reproduire des silos organisationnels** autour de ce dossier. Plusieurs participants ont souligné l'importance de concevoir ces fonctions de manière transversale, en considérant les changements climatiques davantage comme une **lunette d'analyse et d'action** que comme un dossier isolé.

Les discussions ont également fait ressortir la nécessité d'éviter que la responsabilité de l'action climatique repose uniquement sur quelques personnes. Les participants ont insisté sur l'importance d'une **intégration organisationnelle plus large**, permettant de mobiliser plusieurs équipes et expertises, notamment en prévention-promotion, en santé environnementale et en surveillance.

Plusieurs gestionnaires ont souligné que les stratégies organisationnelles doivent tenir compte des **réalités régionales et des priorités locales**, qui peuvent varier d'un territoire à l'autre. Dans certains contextes, la création de postes combinés ou hybrides peut constituer une avenue intéressante, à condition qu'un porteur de dossier soit clairement identifié pour assurer la continuité de l'action.

L'exemple du **Bas-Saint-Laurent** a illustré une approche concrète de structuration. À la suite d'un rehaussement budgétaire, deux postes ont été créés : l'un associé aux inégalités sociales de santé et aux changements climatiques, et l'autre lié à la santé environnementale et aux changements climatiques. Bien que rattachées à deux centres d'activités distincts, les descriptions de poste mettaient explicitement en valeur **la complémentarité des mandats et l'intégration dans une équipe interconnectée**, favorisant un continuum d'action.

Les participants ont également souligné que, même en présence de profils très qualifiés, la réussite dépend largement de **l'écosystème organisationnel** : la circulation des savoirs, la collaboration entre les équipes et le soutien du leadership organisationnel.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- *Les changements climatiques gagnent à être abordés comme une lunette transversale plutôt qu'un dossier isolé;*
- *La création de postes dédiés peut être un levier important, mais comporte le risque de reproduire des silos organisationnels si l'intégration n'est pas réfléchie;*
- *L'efficacité des nouvelles ressources dépend largement de la capacité de l'organisation à favoriser la collaboration et la circulation des savoirs;*
- *Les stratégies de structuration doivent tenir compte des priorités et des réalités propres à chaque région;*
- *L'exemple du Bas-Saint-Laurent montre qu'une répartition des mandats dans des équipes complémentaires peut favoriser un continuum d'action en matière de changements climatiques.*

Promotion de la santé mentale en milieu scolaire et changements climatiques

Présentation

Animé par Valérie Houle, professionnelle de recherche au Projet COMPASS-Québec, Olivier Tessier, agent de planification, de programmation et de recherche à la Direction régionale de santé publique de l'Estrie, et Claudine Leclerc, agente de planification, de programmation et de recherche à la Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, l'atelier explorait les liens entre la **santé mentale et les changements climatiques** dans un contexte de polycrise marqué par des transformations sociales, sanitaires et environnementales. Les présentations ont notamment abordé la notion d'**écoémotions**, incluant l'écoanxiété, et le concept d'**écolucidité**, qui invitent à reconnaître ces émotions comme une réaction lucide à l'état du monde, puis à les transformer en moteur d'action.

Les données présentées rappelaient que la santé mentale des jeunes et des jeunes adultes constitue un enjeu préoccupant : la proportion d'élèves au secondaire présentant une santé mentale florissante a diminué au cours des dernières années, tandis que les troubles anxieux et la détresse psychologique sont en hausse. Le niveau de détresse psychologique demeure également élevé chez les jeunes adultes, en plus d'être plus nombreux en proportion à estimer que leur vie sociale est insatisfaisante. Dans ce contexte, les changements climatiques peuvent constituer une source supplémentaire d'inquiétude pour plusieurs personnes, particulièrement si celles-ci n'ont pas l'impression d'exercer une influence concrète dans la lutte contre les changements climatiques.

L'atelier proposait d'aborder ces enjeux à partir d'une **approche globale inspirée de l'Approche École en santé**, qui mise sur des actions concertées entre les acteurs du milieu scolaire, communautaire et du réseau de la santé afin de **soutenir la réussite éducative, la santé et le bien-être des élèves**.

Trois niveaux d'action ont été présentés pour soutenir à la fois la santé mentale et l'action climatique :

- L'**Approche individuelle** visant à renforcer le sentiment d'efficacité personnelle, l'éducation aux changements climatiques et la capacité d'agir des élèves;
- L'**Approche environnementale** favorisant la participation des élèves à des actions collectives, les projets environnementaux et le sentiment d'appartenance à l'établissement scolaire;
- L'**Approche organisationnelle** reposant sur la collaboration interprofessionnelle, l'arrimage entre les réseaux de la santé et de l'éducation ainsi que la formation des intervenants.

Discussion

Les échanges ont montré que la promotion de la santé mentale et l'action climatique reposent sur plusieurs leviers communs, notamment la participation des élèves, le sentiment d'appartenance et le développement du pouvoir d'agir. Les participants ont insisté sur l'importance de créer des espaces d'expression pour les élèves, leur permettant de partager leurs préoccupations face aux changements climatiques et de s'engager dans des actions porteuses de sens.

Les discussions ont également souligné que l'établissement scolaire constitue un milieu privilégié de mobilisation, permettant d'agir simultanément sur la santé mentale, la participation citoyenne et l'action climatique. Les participants ont toutefois mentionné certains défis, notamment la difficulté d'accéder dans les milieux scolaires, le manque de temps ou de ressources ainsi que la nécessité de mieux arrimer les actions entre les secteurs de la santé publique et de l'éducation.

Enfin, les échanges ont mis en évidence l'importance de valoriser les actions déjà en place dans les établissements scolaires et d'explicitier leurs liens avec les changements climatiques, afin de renforcer la cohérence des interventions et de soutenir les milieux scolaires dans leurs démarches.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- *La santé mentale et les changements climatiques constituent deux enjeux transversaux qui peuvent être abordés à partir de stratégies communes;*
- *Les écoémotions, dont l'écoanxiété, peuvent devenir un levier d'engagement lorsqu'elles sont reconnues et mobilisées;*
- *L'établissement scolaire, que ce soit l'école secondaire ou le centre de formation, représente un espace clé pour favoriser la participation citoyenne et le pouvoir d'agir des élèves face aux enjeux climatiques;*
- *Le sentiment d'appartenance et l'action collective sont des facteurs protecteurs pour la santé mentale et des moteurs d'engagement climatique;*
- *Une collaboration renforcée entre les réseaux de la santé et de l'éducation est essentielle pour soutenir les milieux scolaires et développer des outils adaptés.*

Les organisateurs communautaires : des acteurs clés de l'action climatique

Présentation

Présenté par Sébastien Provost, organisateur communautaire à la Direction régionale de santé publique de Chaudière-Appalaches, l'atelier mettait en lumière le rôle stratégique des **organismes communautaires (OC)** dans l'action climatique en santé publique. La lutte aux changements climatiques exige des approches intersectorielles et territorialisées, mobilisant à la fois les acteurs institutionnels, municipaux, communautaires et citoyens. Dans ce contexte, les OC occupent une position privilégiée au sein des dynamiques locales de concertation et de développement des communautés.

L'atelier rappelait que les OC possèdent une **connaissance fine des milieux de vie**, des acteurs locaux et des dynamiques territoriales. Cette expertise leur permet de mobiliser les partenaires, de faciliter les collaborations intersectorielles et de soutenir la participation citoyenne. Leur travail s'inscrit généralement dans une perspective d'amélioration des milieux de vie et d'action sur les déterminants sociaux de la santé, tels que le logement, l'alimentation ou le transport, qui sont étroitement liés aux enjeux climatiques et environnementaux.

Les OC contribuent également au **renforcement des capacités des communautés**, notamment par la mobilisation citoyenne et le soutien aux acteurs locaux. Ils jouent ainsi un rôle important pour porter la voix des populations, particulièrement celle des groupes plus vulnérables, et pour soutenir la résilience communautaire face aux changements climatiques.

Discussion

Les échanges ont mis en évidence l'importance de mieux reconnaître et valoriser le rôle des OC dans l'action climatique en santé publique. Plusieurs participants ont souligné que ces professionnels constituent des **passeurs entre les institutions, les partenaires locaux et les citoyens**, grâce aux liens de confiance qu'ils entretiennent avec les communautés et aux espaces de concertation dans lesquels ils sont déjà impliqués.

La discussion a également porté sur la diversité des configurations organisationnelles selon les régions, les OC étant parfois rattachés aux directions de santé publique, aux directions générales ou à des structures territoriales, comme les réseaux locaux de services ou les MRC. Cette variabilité peut influencer la manière dont ils contribuent aux dossiers climatiques et aux collaborations intersectorielles.

Les participants ont aussi évoqué plusieurs champs d'action concrets dans lesquels les OC sont déjà impliqués, comme le **verdissement des milieux vulnérables**, le **développement des communautés**, l'**accès à l'alimentation et la durabilité des systèmes alimentaires**. Ces initiatives illustrent leur capacité à relier les enjeux climatiques à des préoccupations sociales et territoriales.

Enfin, les échanges ont souligné la nécessité de **développer des outils favorisant l'équité**, que les OC pourraient utiliser pour animer des démarches collectives et soutenir l'intégration des enjeux climatiques dans les dynamiques locales.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- Les OC jouent un rôle clé comme courroie de transmission entre les institutions, les partenaires et les citoyens dans l'action climatique;
- Leur connaissance fine des milieux et des réseaux locaux constitue un levier majeur pour mobiliser les acteurs et favoriser l'action intersectorielle;
- L'action climatique gagne à être ancrée dans les démarches de développement des communautés et les déterminants sociaux de la santé;
- Les OC contribuent au renforcement du pouvoir d'agir et de la résilience des communautés, en particulier auprès des populations vulnérables;
- Une meilleure reconnaissance du rôle des OC et le développement d'outils d'équité pourraient renforcer leur contribution aux stratégies climatiques en santé publique.

Quand les flammes révèlent la force et la fragilité des communautés éloignées

Présentation

Présenté par Gabryelle Gagnon, conseillère en soins infirmiers, et Cong Dung Tran, médecin spécialiste en santé publique à la Direction régionale de santé publique du Nord-du-Québec, l'atelier revenait sur les feux de forêt de l'été 2023 dans le Nord-du-Québec, un événement d'ampleur exceptionnelle marqué par une superficie brûlée dépassant celle cumulée des vingt dernières années. Pendant plus de trois mois, les communautés du territoire ont vécu au rythme des évacuations et des réintégrations, touchant tour à tour une proportion importante des localités de la région.

La présentation mettait en lumière les impacts humains, environnementaux et économiques de ces feux, notamment la détérioration marquée de la qualité de l'air, l'évacuation de plus de 10 000 personnes ainsi que des effets sanitaires observés à court et à moyen terme.

Dans ce contexte, la santé publique a joué un rôle central dans la gestion de la crise :

- Vigie et surveillance des impacts sanitaires et de la qualité de l'air;
- Soutien à l'évaluation des risques et à la prise de décision (confinement, évacuation);
- Communication du risque auprès de la population;
- Soutien psychosocial et promotion du bien-être, notamment auprès des personnes vulnérables.

La présentation a également souligné la **mobilisation remarquable des communautés locales**, qui ont rapidement organisé les évacuations, l'accueil des sinistrés et la protection des infrastructures, en collaboration avec les partenaires de la sécurité civile.

Discussion

Les échanges ont mis en évidence à la fois la **résilience des communautés éloignées** et plusieurs vulnérabilités structurelles révélées par la crise. Trois grands types de vulnérabilités ont été particulièrement discutés.

D'abord, les **environnements bâtis** présentent certaines limites face aux risques climatiques : infrastructures parfois peu adaptées aux feux de forêt, manque d'espaces antifumée, dépendance à des installations critiques, circulation parfois limitée pour les secours ou les évacuations et risque d'isolement des communautés, dans un contexte où les municipalités sont souvent desservies par un axe routier unique.

Ensuite, les participants ont souligné les défis liés aux **ressources humaines, logistiques et informationnelles**, notamment les effectifs restreints dans les milieux éloignés, la pression importante exercée sur les intervenants locaux et les difficultés d'accès à des données en temps réel sur la qualité de l'air et les impacts sanitaires.

Enfin, la discussion a porté sur les **enjeux de préparation et de formation**. Les exercices et les plans d'urgence sont souvent conçus pour des contextes urbains et s'adaptent difficilement aux réalités nordiques et isolées. La crise a ainsi mis en lumière la nécessité de renforcer la formation des intervenants et de mieux préparer les populations aux aléas climatiques.

Dans l'ensemble, les participants ont souligné que la résilience des communautés repose à la fois sur **la mobilisation locale, la coordination intersectorielle et la participation citoyenne**, qui constituent des leviers essentiels pour mieux anticiper et répondre aux crises futures.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- *Les feux de forêt de 2023 ont agi comme révélateur des forces et des vulnérabilités des communautés éloignées;*
- *La santé publique joue un rôle clé dans la vigie sanitaire, la communication du risque et le soutien psychosocial lors de crises climatiques;*
- *Les infrastructures, les ressources humaines et les systèmes d'information représentent des maillons critiques dans la gestion des urgences en région éloignée;*
- *Les stratégies de préparation doivent être adaptées aux réalités territoriales et culturelles des communautés nordiques;*
- *Le renforcement de la formation, de la coordination intersectorielle et de la participation citoyenne apparaît essentiel pour améliorer la résilience face aux crises climatiques.*

Territoires en transition : aménagement, santé et climat

Présentation

Présenté par Guillaume Charest-Hallée, agent de planification, de programmation et de recherche à la Direction régionale de santé publique de Laval, l'atelier illustre comment l'aménagement du territoire constitue un levier majeur pour améliorer la santé des populations tout en renforçant la résilience face aux changements climatiques. L'atelier a débuté par une présentation résumant le contenu lié à la résilience climatique aux différents échelons de planification territoriale au Québec, du niveau provincial jusqu'à la réglementation d'urbanisme locale. Des recommandations de santé publique visant à renforcer la résilience climatique tout en améliorant la santé des populations au sein du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal, du schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Laval ainsi que pour des projets immobiliers à Laval ont été présentées à titre d'exemples. Une discussion s'en est suivie entre les participants sur les moyens d'intervention et d'influence des acteurs de santé publique dans les démarches de planification territoriale qui se déploient sur le territoire québécois.

La vision proposée repose notamment sur des **milieux de vie plus denses, sobres et résilients**, favorisant la proximité des services, la mobilité active et collective ainsi qu'une réduction de la dépendance à l'automobile. Elle privilégie la bonification des espaces existants et des formes d'habitation diversifiées afin de soutenir la vitalité des quartiers et de réduire l'empreinte carbone.

Discussion

Les participants ont souligné l'importance d'une participation précoce de la santé publique dans les démarches d'aménagement du territoire afin d'influencer les choix structurants et de contribuer à la réduction des inégalités sociales de santé. L'aménagement constitue en effet un déterminant majeur des conditions de vie, notamment par l'accès aux services de proximité, aux espaces verts, aux transports collectifs et aux environnements favorables aux saines habitudes de vie.

Les échanges ont également mis en évidence la pertinence de **démarches de concertation intersectorielle**, comme *Laval ZéN*, qui permettent de créer des ponts entre les acteurs de l'environnement, du développement social et de la santé publique. Ces espaces de collaboration facilitent l'élaboration de visions communes et la mise en œuvre d'actions cohérentes à l'échelle territoriale.

Enfin, les discussions ont rappelé que les démarches de transition socioécologique doivent composer avec une forte complexité et une grande incertitude. Dans ce contexte, la santé publique peut jouer un rôle de catalyseur en soutenant la mobilisation des acteurs, en contribuant à l'analyse des impacts sur la santé et en favorisant l'intégration des considérations d'équité dans les décisions territoriales.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- *L'aménagement du territoire constitue un levier structurant pour agir simultanément sur la santé, le climat et les inégalités sociales;*
- *Les démarches de transition gagnent à être territorialisées et ancrées dans des espaces de concertation intersectorielle;*
- *La planification territoriale peut favoriser des milieux de vie denses, mixtes et accessibles, réduisant la dépendance à l'automobile et soutenant la vitalité des quartiers;*
- *La santé publique peut jouer un rôle clé dans la mise en dialogue des enjeux environnementaux, sociaux et de santé;*
- *Face à la complexité du dossier climatique, il est nécessaire de développer des approches collaboratives et prospectives, capables d'orienter l'action malgré l'incertitude.*

Systemes alimentaires, aménagement et climat

Présentation

Cet atelier présenté par Catherine Habel, médecin spécialiste en santé publique à la Direction régionale de santé publique du Saguenay-Lac-Saint-Jean, explorait les liens entre **les systèmes alimentaires, l'aménagement du territoire et les changements climatiques**, en mettant en évidence les leviers communs d'action et les partenariats existants entre les secteurs de la santé publique, du développement territorial et de l'agriculture. Le cas de l'[*Évaluation d'impact sur la santé de la Politique communauté nourricière de la Ville de Normandin*](#) a été présenté comme exemple de levier pour y travailler.

Les échanges ont notamment porté sur les **outils d'aménagement du territoire pouvant soutenir des systèmes alimentaires plus durables**, ainsi que sur le rôle des données territoriales pour orienter les décisions municipales et régionales. Plusieurs participants ont souligné l'importance de disposer de **données utiles à l'échelle des territoires ou des municipalités** afin d'éclairer la planification et d'identifier les besoins en matière d'accès aux aliments.

L'atelier a également mis en lumière différents **points d'entrée pour l'action**, comme la réduction du gaspillage alimentaire ou l'amélioration de l'accès à des aliments sains, qui peuvent constituer des objets de mobilisation favorisant des collaborations intersectorielles.

Discussion

Les échanges ont révélé plusieurs **défis persistants liés à la complexité et au caractère systémique des systèmes alimentaires**, qui nécessitent d'agir simultanément sur plusieurs maillons (production, transformation, distribution, accès aux aliments). Les participants ont notamment souligné que le **travail en silo entre les différents secteurs** demeure un obstacle important, notamment entre les acteurs de la santé publique, du milieu agricole et des municipalités.

La collaboration avec les municipalités représente également un enjeu. Dans certains contextes, la santé publique est peu associée à des dossiers comme l'agriculture urbaine ou la planification agricole territoriale, alors que ces initiatives ont pourtant des retombées importantes sur la santé et le climat.

Les discussions ont aussi mis en évidence certaines **forces**, notamment l'existence de liens de collaboration solides avec plusieurs partenaires dans certains territoires, qui peuvent servir de base pour développer des actions concertées. Toutefois, l'accès à des **données fines sur les petits territoires** et les ressources nécessaires pour les produire demeurent des défis pour plusieurs équipes.

Enfin, les participants ont souligné que le discours sur les changements climatiques peut jouer un rôle variable selon les contextes. Dans certains milieux, il agit comme **levier de mobilisation**, alors que, dans d'autres, des angles plus concrets, comme la sécurité alimentaire, la réduction du gaspillage ou l'accès à des aliments sains permettent de rassembler plus facilement les acteurs autour d'objectifs communs.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- *Les systèmes alimentaires constituent un point d'entrée stratégique pour relier santé, aménagement du territoire et climat;*
- *La sécurité alimentaire et l'accès à des aliments sains représentent des enjeux mobilisateurs qui facilitent les collaborations intersectorielles;*
- *Les systèmes alimentaires étant complexes et interconnectés, ils nécessitent des actions concertées entre plusieurs secteurs et niveaux territoriaux;*
- *Les données territoriales sont essentielles pour soutenir la prise de décision et orienter les interventions locales;*
- *Le travail en silo entre les différents maillons du système alimentaire demeure un défi important pour l'action collective;*
- *Selon les contextes, les changements climatiques peuvent être présentés soit comme levier de mobilisation, soit abordés par des enjeux plus concrets comme l'accès aux aliments ou la réduction du gaspillage.*

Laval ZéN une trajectoire de transition socioéconomique

Présentation

Présenté par David Gonçalves, agent de planification, de programmation et de recherche à la Direction régionale de santé publique de Laval, l'atelier retraçait l'évolution de la démarche [Laval ZéN](#) (zéro émission nette), lancée en 2021 comme initiative de concertation visant à mobiliser un large éventail d'organisations autour de la transition socioécologique à l'échelle du territoire lavallois. Cette démarche vise à accompagner une transformation des systèmes actuels, notamment énergétiques, alimentaires et de transport, vers un modèle respectant les limites planétaires tout en assurant des conditions de vie saines et équitables pour la population.

Le parcours présenté s'appuie sur une **approche prospective**, qui consiste à explorer différents scénarios d'avenir afin d'orienter les décisions présentes et structurer la transition à travers plusieurs étapes, allant du diagnostic et de la vision collective jusqu'à l'élaboration d'un [plan régional de transition socioécologique](#).

La démarche repose également sur une **mobilisation intersectorielle importante**, regroupant des organisations issues des secteurs de la santé, du développement social, de la culture, de la recherche, du transport et du milieu municipal. Elle s'inscrit dans une vision de milieux de vie plus sobres et résilients, favorisant la proximité des services, la réduction de l'empreinte carbone et une meilleure qualité de vie pour la population.

En 2025, *Laval ZéN* a franchi une nouvelle étape en devenant la **cellule de travail sur la transition socioécologique de la Politique régionale de développement social (PRDS)** de Laval, permettant de renforcer les liens entre les acteurs du développement social et ceux de l'environnement. Cette évolution vise à soutenir la mise en œuvre d'actions structurantes et à réduire les inégalités sociales sur le territoire.

Discussion

Les participants ont retenu l'importance de reconnaître **la complexité et l'incertitude inhérentes aux démarches de transition socioécologique**, lesquelles nécessitent des processus évolutifs et des espaces de dialogue continus entre les acteurs. L'expérience de *Laval ZéN* illustre l'intérêt de créer et de maintenir des **espaces de concertation intersectoriels** capables de rassembler des organisations provenant de secteurs variés autour d'une vision commune.

Les échanges ont également mis en évidence la **valeur ajoutée de démarches positives et mobilisatrices**, qui permettent d'impliquer un large éventail d'acteurs et de favoriser l'appropriation collective des enjeux. Dans ce contexte, la santé publique apparaît comme un acteur clé pour soutenir les collaborations et favoriser l'intégration des dimensions sociales, environnementales et sanitaires dans les stratégies de transition.

Enfin, les discussions ont souligné **l'importance d'un arrimage étroit entre la santé publique, le développement social et les enjeux environnementaux** afin de mieux répondre aux défis liés aux changements climatiques tout en améliorant la qualité de vie des populations.

Idées-phares dégagées de l'atelier :

- Les démarches territoriales de transition gagnent à s'appuyer sur des espaces de concertation intersectoriels durables;
- Les approches prospectives permettent de penser la transition sur un horizon temporel relativement lointain et d'orienter l'action malgré l'incertitude;
- L'arrimage entre santé publique, développement social et environnement constitue un levier essentiel pour des transitions justes et équitables;
- Les démarches de transition reposent sur une mobilisation large d'acteurs territoriaux, incluant les milieux municipal, communautaire, académique et culturel;
- Les initiatives comme Laval ZÉN illustrent le rôle possible de la santé publique comme acteur de liaison et de catalyseur dans les dynamiques territoriales de transition.

Retour collectif des ateliers et conclusion

La reprise en plénière se déroule dans une atmosphère à la fois concentrée et détendue. Les échanges font ressortir un constat partagé : la richesse des initiatives déployées dans les régions et l'importance de mieux se parler, à l'interne comme avec les partenaires, pour créer de la synergie.

Plusieurs intervenants soulignent que la collaboration interne constitue un levier essentiel pour renforcer ensuite l'action auprès des communautés. La préparation aux crises multiples, l'arrimage entre les niveaux stratégique et opérationnel et la réduction des inégalités sociales de santé émergent comme des priorités transversales.

Les échanges mettent en lumière des angles parfois moins visibles de l'action climatique, notamment les liens avec les maladies infectieuses et l'écoresponsabilité des pratiques. Les participants rappellent l'importance d'intégrer la lunette climatique dans l'ensemble des dossiers, y compris ceux qui semblent a priori éloignés des enjeux environnementaux.

Agir avec courage et cohérence

En clôture, David Kaiser invite à une réflexion lucide et bienveillante sur nos modes d'action et nos peurs collectives.

« Oser aller vers l'autre, accepter l'incertitude et agir malgré l'imperfection apparaissent comme des conditions essentielles de la transformation. »



Philippe Robert conclut la journée en invitant les participants à exprimer, en un mot, leur vision idéale de l'action climatique en santé publique. Les termes qui émergent **collaboration, équité, mobilisation, espoir, courage** traduisent l'état d'esprit collectif. La direction est claire :

« Avancer ensemble, avec cohérence et courage, vers des sociétés plus justes et résilientes, dans le respect des limites planétaires. »

Évaluation et pistes d'amélioration

Méthodologie et participation

L'évaluation de l'événement a été réalisée en ligne entre le 22 octobre et le 5 novembre 2025. Elle comprenait dix questions, dont huit questions fermées et deux questions ouvertes. Au total, 140 personnes ont répondu à l'évaluation, sur les 210 participants présents.

Les questions portaient notamment sur la satisfaction globale, la pertinence des contenus pour la pratique en santé publique, la table ronde, les ateliers, le retour en plénière, la clôture de l'activité et la transférabilité des apprentissages dans les milieux de travail.

Appréciation générale et pistes d'amélioration

Les résultats témoignent d'un haut niveau de satisfaction. Les commentaires recueillis sont globalement très positifs et mettent en évidence la pertinence du format, la qualité des échanges et le caractère mobilisateur de la journée. De nombreux messages de remerciement soulignent l'utilité de cet espace pour réfléchir collectivement à l'action climatique en santé publique.

Certaines suggestions reviennent toutefois de manière récurrente et constituent des pistes claires pour de futures éditions :

- Accorder davantage de temps aux échanges, aux ateliers et aux tables rondes;
- Offrir encore plus de données, d'exemples concrets et de retours d'expérience;
- Maintenir et pérenniser ce type de rendez-vous dans le temps.

Ces commentaires traduisent moins une insatisfaction qu'un fort engagement et un désir partagé d'approfondir la réflexion et l'action.

Une vision mobilisatrice de la santé et du climat

À la question invitant les participants à exprimer, en un mot ou une idée, leur vision idéale de la santé publique face aux changements climatiques, 104 réponses ont été recueillies.

Certaines réponses ont pris la **forme d'images ou de métaphores particulièrement fortes**, que les organisateurs ont souhaité conserver comme traces précieuses de l'esprit de l'événement. Certaines expressions résonnent comme des repères forts :

« Humilité, dialogue, collaboration, équité... leadership mobilisant... »
« Complémentarité avec ce que les acteurs du milieu font déjà. »

Ces images soulignent une conception de la santé publique comme voix rassembleuse, facilitatrice et **maillon essentiel d'une chaîne d'action partagée**.



« Un ancrage plus fort dans la communauté. »

Cette phrase renvoie à la proximité, à la stabilité et à la solidité de l'action locale, rappelant que l'efficacité des interventions repose sur leur enracinement dans les milieux de vie.



Les participants ont ainsi exprimé une vision résolument engagée et porteuse de sens.

Plusieurs valeurs fortes s'en dégagent :

- L'audace et le courage, compris comme la capacité de sortir du statu quo et d'agir avec détermination;
- L'équité et la justice sociale, plaçant la réduction des inégalités au cœur de l'action climatique;
- L'action collective et la collaboration intersectorielle;
- La durabilité et le respect du vivant;
- La reconnaissance des changements climatiques comme une opportunité de transformation positive.

Dans l'ensemble, cette vision positionne la santé publique comme un acteur de leadership, de solidarité et de transformation, capable d'agir avec courage dans la complexité.

